

LE GOUVERNEMENT SAPE LES FONDEMENTS DE LA FONCTION PUBLIQUE

A l'occasion de ses vœux, le président de la République a confirmé sa volonté de poursuivre sa politique de soumission aux intérêts privés et d'atteinte aux libertés. Le gouvernement organise le dépeçage systématique du service public et livre des pans entiers de ses missions (santé, enseignement, protection sociale...) au privé. Dans une stratégie cohérente, il conduit une attaque systématique contre la Fonction Publique et contre ses fondements.

Au moment où le recours à l'emploi précaire explose dans la fonction publique et notamment dans la recherche et l'enseignement supérieur, le gouvernement ouvre des négociations concernant les agents non titulaires. Le SNESUP rappelle que les emplois correspondant à des besoins permanents du service public doivent être occupés par des fonctionnaires titulaires. Il faut donc un plan de titularisation sur des postes de fonctionnaires, ouvert à tous les personnels non-titulaires qui le désirent, sous les formes les plus appropriées à définir. La transformation de certains CDD en CDI ne saurait être une réponse satisfaisante en l'absence d'engagement de création d'emplois statutaires qui permettent leur titularisation. La récente mise en cause par Christian Jacob de l'emploi à vie des fonctionnaires, des statuts, et sa substitution dans l'équipement et la recherche par des contrats d'objectifs (de 5 à 10 ans) s'inscrivent dans une logique de destruction des missions de service public. Le SNESUP condamne cette politique de mise au pas de la fonction publique.

Si les suppressions d'emplois ne semblent pas affecter l'enseignement supérieur et la recherche, du fait des possibilités offertes par la LOLF et la loi LRU, c'est au niveau des établissements et des organismes qu'ils risquent de disparaître. Chaque jour, nos analyses concernant la loi LRU et le passage aux responsabilités et compétences élargies se confirment. En effet, le MESR se défausse de ses responsabilités sur les établissements, sommés d'assumer les basses œuvres : choisir entre promotions et primes des personnels, geler « préventivement » certains postes vacants, se séparer de personnels contractuels... Les établissements ont dû voter leur budget sans connaître la dotation gouvernementale, et de nombreux établissements sont en difficulté, certains ont refusé de voter le budget. A cela s'ajoutent la multiplication de « Contrats d'Objectifs et de Moyens » pour les IUT et les autres composantes des universités, la dégradation des conditions de travail (ici des cours magistraux rétribués en TD, là l'augmentation du nombre d'étudiants en groupe de TD, etc.) et l'accroissement des cas de harcèlement.

Des pans entiers de formation et de recherche sont menacés de disparaître (fermeture de formations, abandon durable de thématiques de recherche, emplois menacés). La réforme de la formation des enseignants que nous avons condamnée révèle, chaque jour un peu plus, la tragédie que vivent les jeunes collègues nouvellement nommés, dépourvus de formation et contraints, dans de nombreux cas, à la démission. Elle met les élèves, les étudiants et les acteurs dans les UFR et les IUFM en situation difficile. C'est une catastrophe pour la recherche publique, pour le service public d'éducation.

Le processus d'Idex met en péril les coopérations consubstantielles à la recherche. A ce jeu de dés pipés, il n'y aura que des perdants, à commencer par la recherche. Dans la plupart des cas, les projets déposés ont été élaborés en dehors de toute instance (CS, CA). Le gouvernement, en initiant ce processus anti-démocratique, a fait le choix de se couper de la communauté universitaire et scientifique. Cette vision délibérée est incompatible avec une politique scientifique répondant aux besoins sociaux. Le SNESUP dénonce la construction de monstres bureaucratiques générateurs d'une guerre de tranchées ravageant le paysage de l'enseignement supérieur et de la recherche et obérant l'avenir.

Le SNESUP appelle à participer aux actions envisagées dans les prochaines semaines :

- 20 janvier : rassemblements, manifestations contre la précarité, avec les autres personnels des Fonctions Publiques : La FSU a déposé un préavis de grève,
- 22 janvier : journée nationale de mobilisation à l'appel du collectif « *L'éducation est notre avenir* » avec les personnels, les lycéens, les étudiants et leurs parents,
- 27 janvier : réunion nationale des syndiqués en IUT,
- 29-30 janvier : Etats Généraux du Service public, Orly,
- 3 février : journée nationale de débats dans les établissements sur la restructuration de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche (PRES, fusions, FCS, IdeX, ...). Le SNESUP proposera à ses partenaires de s'y associer.

Texte de CA adopté à l'unanimité

Sur le site du SNESUP :

Position du SNESUP sur la CES

<http://snesup.fr/Presse-et-documentation?aid=5526&ptid=5&cid=2200>

Déclaration de la CAN du SNESUP du 13 janvier

Solidarité avec le soulèvement du peuple tunisien : Halte aux massacres et à la tyrannie

<http://snesup.fr/Presse-et-documentation?aid=5525&ptid=5&cid=240>